

« La vague verte va s'amplifier, rendez-vous le 14 octobre »

PARTIS Ecolo lance sa campagne communale

La maxi-séquence électorale est annoncée, à vrai dire on y est en plein depuis quelques semaines, tous se positionnent, le grand affrontement prend forme, parfois avec des accents graves. En route vers les communales du 14 octobre 2018, qui anticiperont de six mois les législatives fédérales, régionales et européennes du 26 mai 2019.

Ecolo se lance. A Louvain-la-Neuve dimanche, le parti de Zakia Khattabi et Patrick Dupriez, coprésidents, donnera le ton. Va donc pour « une vision transversale de la société, et deux grands enjeux : la transition écologique et la lutte pour la justice sociale, ou la lutte contre les inégalités si vous préférez ». Au moins dans leur propos, Patrick Dupriez et Zakia Khattabi placent la barre haut : « De plus en plus de gens sont conscients des enjeux et des défis, mais le politique, lui, est à la traîne, il reste majoritairement dans une logique où l'on va juste corriger les dysfonctionnements du système, alors qu'il faut le transformer fondamentalement. » Ils renchérisent : « Notre principal ennemi, c'est l'immobilisme : "On a toujours fait comme ça, on continue..." C'est très vrai au plan local. Non, ça ne va plus, il faut bouculer. »

Ça ne va plus ? Qu'est-ce qui ne va plus ? Voici : « L'immobilisme se traduit dans les indicateurs que l'on utilise dans le débat politique. Pensez à la guerre des chiffres récente entre le gouvernement fédéral et le PS sur la croissance économique, le PIB, le taux d'emploi. C'est vrai, ces indicateurs ont du sens, mais ils cachent

beaucoup de choses... Prenez les "autres" indicateurs, plus qualitatifs, notamment en matière de santé : le nombre de personnes qui reportent leurs soins a été multiplié par 5 en 10 ans. Ou encore, les maladies longue durée : 25 % en plus depuis 2014. Tous les signaux environnementaux sont au rouge. La biodiversité est un désastre partout. L'Inceps, l'Institut wallon de l'évaluation, la prospective et la statistique a mesuré le niveau de confiance que les gens ont dans les autres, dans celles et ceux qui les entourent... Cet indicateur est en chute. » Un tableau noir.

Que faire ? D'abord, y croire : « Il y a de vraies raisons d'être optimistes, nous gagnons la bataille des consciences : prenez le débat au parlement wallon sur les grands centres commerciaux, cela fait trente ans que l'on dit que ce n'est pas l'option d'avenir, soudain il y a unanimité ! Même chose sur l'alimentation de qualité, on nous a traités de ringards... Donc, ça bouge dans les consciences, mais il faut gagner la bataille de la cohérence. »

« Etre le parti relais »

Et gagner les communales pour commencer. Motif : « Entre 40 % et 60 % des mesures qui permettent de lutter contre le réchauffement sont dans les mains des collectivités locales. La commune est un socle. Nous voulons partout des communes qui soient partenaires des citoyens, des associations, des entrepreneurs. Ecolo veut être le parti relais de celles et ceux qui s'engagent, dans la solidarité, dans l'accueil des migrants, qui innovent, qui mettent du sens dans leur activité, qui participent à une école de devoirs... » S'engager, donc, pour créer « des communes protectrices, solidaires, efficaces et stimulantes, ce sont nos quatre axes de campagne ».

1- « Les communes doivent protéger les gens, aussi protéger leur avenir. Tous ont droit à un espace public sécurisé, où l'on peut circuler à pied, à vélo, de différentes manières, sans être en danger. La protection, c'est la mobilité douce, aussi la qualité de l'air, la création d'espaces verts, la police de proximité. »

2- « Les communes doivent être solidaires. Le nombre de demandeurs du revenu d'intégration, à Amay, une commune prise au hasard, c'est +62 % depuis 2014 ! Gigantesque. Il y a aussi une grande disparité entre communes, il faut des écoles correctes pour tous, des places d'accueil en crèche, des logements acces-

sibles... »

3- « Les communes doivent être efficaces, clairement orientées vers le service aux citoyens. Trop souvent, les pouvoirs publics travaillent pour eux-mêmes, pour le lotissement du pouvoir par les élus... Prenez aussi les horaires d'ouverture des services communaux... Cela veut dire qu'il faut des mandataires qui s'investissent à 100 % dans leur commune, des administrations 100 % dépolitisées. »

4- « Les communes doivent être entrepreneuriales, stimuler les initiatives sur leur territoire : gestion des espaces publics, déploiement de l'économie circulaire... »

Sans faux nez

Les verts partent au combat sans faux nez : « Presque toutes nos listes seront étiquetées Ecolo, nous ne visons personne... C'est cela aussi la cohérence. » Personne ? Un peu le CDH ? Oui :

« Ils ont même des listes apolitiques, comme à Neufchâteau ! »

Ecolo, combien de divisions ? « En 2012, nous sommes entrés dans des majorités dans 50 communes, avec 80 échevins, 6 bourgmestres. Nous avons 485 conseillers communaux. On dit qu'Ecolo fait du yo-yo électorallement ? Au niveau communal, on a une progression constante, cette vague verte s'amplifiera, rendez-vous le 14 octobre. » Des cibles ? Dans le tas : « Bruxelles-Ville, pour casser la majorité et la présence socialiste, pourquoi pas avec un bourgmestre vert, Benoît Hellings. Citons Ixelles, avec Christos Doukeridis. Liège et Vert Ardent. Le Hainaut, où il faut là aussi briser des majorités historiques. Aujourd'hui à Mons, il y a une seule force politique apaisante, qui se préoccupe de l'avenir des citoyens au lieu de plonger dans les polémiques... »

Devinez laquelle. ■

DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

- Les verts exaltent l'engagement en politique.
- Ils veulent des communes « protectrices, solidaires, efficaces et entrepreneuriales ».
- Accusés de faire du « populisme vert », Zakia Khattabi et Patrick Dupriez répliquent, irrités.

Ecolo ne va pas s'excuser de faire de la politique »

pourquoi cette critique de « populisme vert » ? Parce que vous montez dans les sondages ?

P.Dz. Posez la question à ceux qui nous critiquent. L'analyse, c'est à vous de la faire.

Vous avez quand même votre petite idée...

P.Dz. On n'a pas envie d'entrer dans cette polémique-là.

Z.K. Quand on voit que, sur la petite Mawda, Guy Verhofstadt ne dit rien d'autre que nous, quand on voit les analyses de presse qui rejoignent notre avis, il y a en effet de quoi s'interroger sur la violence des attaques à notre égard.

Plus globalement, sur votre forme d'opposition, certains la disent trop dure : la caricature d'Ecolo J envers Theo Francken. La photo d'une vache avec Benoît Lutgen postée par le député Alain Maron sur les réseaux sociaux. Certains sont étonnés et disent qu'Ecolo devient agressif dans son opposition. Que répondez-vous ?

P.Dz. Vous rendez-vous compte de la polémique suscitée par un tweet humoristique au second degré d'Alain Maron ?

Mais plus globalement, sur votre type d'opposition.

P.Dz. On fait notre travail. Il n'y a aucun parti d'opposition qui fait autant de propositions que nous, des propositions répétées, ambitieuses et concrètes. On fait notre travail aussi dans les différentes commissions d'enquête. On a des

gens qui décortiquent. On a des députés qui font un travail de dingue. Alain Maron qui dévoile le Samusocial, Stéphane Hazée qui fait un travail très approfondi à la commission Publifin. Oui, ça énerve.

Z.K. Donc oui, Ecolo fait de la politique et ne s'en excusera pas. Même dans notre opposition que l'on qualifie d'agressive, il n'y a jamais d'attaque personnelle. Ce sont des modèles et des systèmes qu'on attaque. On l'assume. L'inverse n'est pas vrai : Benoît Lutgen ou Charles Michel nous assimilent aux extrémistes de gauche ou de droite, et il n'entre pas dans nos pratiques d'en faire autant. Notre travail d'opposition n'est jamais de cet ordre-là. C'est un travail d'opposition frontale mais sur des politiques. Nous le revendiquons.

P.Dz. On bouscule. Pas les gens, mais les conservatismes. Et quand, en plus, nous nous portons bien alors qu'il y a quatre ans certains voulaient nous voir disparaître, forcément, le fait de bousculer crée des réactions plus ou moins agressives.

Z.K. Je préférerais que le gouvernement fédéral assume les politiques qu'il mène et qu'il en donne le nom.

Vous voudriez qu'il dise quoi ?

Qu'il mène (selon vous) une politique de droite ?

Z.K. Par exemple. Ou qu'il cesse de dire qu'il défend les travailleurs.

Il dit : « Nous sommes le parti des travailleurs et du pouvoir d'achat. » C'est une insulte à tous les gens qui, le matin, se lèvent et se demandent ce qui va leur arriver avec leur pension.

P.Dz. Etre dans un gouvernement avec Francken, dans un parti avec Destexhe et traiter les autres de Trump...

Mais il y a des emplois créés, des réformes, de la croissance...

Z.K. Dans le débat des pensions, l'histoire des points reste floue. Il y a une incertitude globale qui fragilise les travailleurs. On peut aussi parler du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration (CPAS) qui a augmenté de 46 % en 5 ans. Ou de l'explosion du nombre de malades de longue durée.

Défi, MR et le CDH veulent un cordon sanitaire contre le PTB. Et vous ?

P.Dz. On a déjà répondu 100 fois. On défend notre projet. On verra bien avec qui on veut travailler pour le faire avancer.

Donc pas d'exclusive vis-à-vis du PTB ?

P.Dz. Mais ça n'a aucun intérêt.

Le dernier qui a fait une exclusive, c'est Charles Michel qui a dit jamais avec la N-VA. Alors à quoi ça sert ? Est-ce que cela éclaire les enjeux ? Non. C'est du jeu politicien. C'est une façon de nous obliger à nous positionner. Mais nous ne le ferons pas. On veut défendre

notre projet. Et c'est celui qu'on présente aujourd'hui et on verra bien qui nous suit.

Est-ce qu'Ecolo est un parti de gauche ?

P.Dz. Nous avons pris le meilleur des valeurs de la gauche, on est la gauche moderne du XXI^e siècle et les meilleures valeurs du libéralisme, de l'autonomie et de l'émancipation des gens.

Mais vous dites comme Macron, ni de gauche ni de droite ?

P.Dz. Non. Notre projet c'est l'écologie politique. Eminemment axé sur la justice sociale et environnementale.

Z.K. Cette question, on sait ce qu'elle cache.

Ah bon ?

Z.K. Cela revient à nous demander si on va s'allier au PS ou au PTB.

Ce n'est pas notre propos. Mais il fut un temps où Ecolo se disait de gauche. Cela a changé ?

Z.K. On n'a pas changé. Mais la gauche traditionnelle et productiviste, non, ce n'est pas nous. Nous sommes des radicaux, on l'a dit depuis le début. On veut aller à la racine des problèmes et des choses, l'écume ne nous intéresse pas.

P.Dz. Et ce n'est pas une position centriste. On veut construire quelque chose sur un bien-être partagé. ■

Propos recueillis par
B.DY ET D.CI

ANALYSE

Ligne

La campagne est longue encore, mais c'est l'un des traits dominants à ce stade : Ecolo est très attaqué. Carrément accusé de tomber dans le « *populisme vert* » (Bennoît Lutgen), rapport notamment aux premières réactions après le décès de la petite Mawda. Voire de verser dans la « *trumpisation* » - là, c'est Charles Michel, Premier ministre, qui pointe toute la « *gauche francophone* », PS et PTB itou. Sur le fond, chacun jugera.

Mais il faut constater que c'est un trait dominant de ce début de campagne. Sauf que les verts ne veulent pas laisser passer. Un peu parce que si l'idée devait s'installer durablement, cela pourrait leur nuire électoralement. Et beaucoup, soutiennent les coprésidents, parce que « *c'est juste faux* », et c'est leur nier le droit de prendre position politiquement sur des sujets graves, « *sur le fond* ». Indignés, décidés à en découdre, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez ne retirent rien, rendent les coups, « *mais pas ad hominem* ».

Il est vrai que la part d'électorat plus centriste d'Ecolo est très convoitée. Le CDH veut la lui ravir, pour tenter de se refaire après des sondages inquiétants. Défi lui aussi veut s'imposer, à Bruxelles, en Wallonie, au milieu de l'échiquier. Quant au MR, il veut sans doute préserver sa tranche d'électorat modéré, celle qui pourrait lui reprocher de s'être coalisé à droite (avec la N-VA), et être tentée de migrer pourquoi pas vers un parti vert bien comme il faut. Bref, renvoyer Ecolo à sa « *radicalisation* », sa « *trumpisation* », sa dérive « *populiste* », c'est tenter de l'abîmer aux yeux des citoyens, disons, plus centristes, et que le combat politique pur et dur effraie un peu.

Pour autant, Zakia Khattabi et Patrick Dupriez maintiennent leur ligne : ils se posent en « *alternative* » au capitalisme-productivisme, veulent un « *changement de société* », plaident pour une « *transition écologique* » qui est un basculement. Au fait, avec quels partenaires ? MR, CDH et Défi ?

D.CI ET B.DY